

Question n°1 : Quelles sont les valeurs de l'École républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Lecture de la lettre du Président de la FCPE par son représentant local

Un professeur, en intervention préalable, explique le faible nombre de participants, du côté enseignant, par une inquiétude, le questionnement de certains, quant aux intentions de ce débat.

Un peu plus tard, les collègues absents jusqu'alors, interviennent et font lecture du communiqué en annexe.

Intervention d'un enseignant sur le problème de l'intégration à l'école, l'école n'étant qu'une petite partie de la société.

Sur les jours fériés : ne sont pris en compte que les fêtes des trois grandes religions, auxquelles s'ajoutent les jours de culte (vendredi, samedi, dimanche selon la religion). Ceci pose des problèmes de productivité. Donc il est impossible de tenir compte de toutes les religions et de tout cumuler. Il faut faire des choix.

Problème du jeûne du Ramadan : à l'heure de la rupture du jeûne, quelle position adopter en classe ?

Problème du voile : Quelle attitude adopter sachant qu'il existe la Loi de 1905 et qu'une décision judiciaire favorable au voile a été prise pour des élèves de notre collège ?

Prise de parole d'une enseignante, française d'origine algérienne, sur le voile. Elle évoque le déficit de reconnaissance. Selon elle, le voile servirait de revendication pour affirmer son appartenance à une communauté. Il représente une protection et permet aussi l' "achat" d'une paix familiale.

Évoquant sa pratique religieuse, elle note son propre dilettantisme mais aussi son besoin de reconnaissance et d'intégration.

Quant aux élèves, elle pense que leur pratique religieuse est légère, mais que l'Aïd leur permet de s'affirmer musulmans et de se trouver dans une atmosphère festive, favorisée par les coïncidences des dates des trois grandes religions ces dernières années.

S'interrogeant sur "les signes ostensibles", elle pose la question des marques.

Nouvel intervenant : La démocratie est imparfaite mais il faut faire avec. Il oppose l'intégration française au communautarisme anglais. Le port du voile n'est pas un problème en soi.

S'il y a des incompatibilités entre les valeurs de la république et la religion, c'est à l'état de décider. Quant au peuple, il n'est pas prêt à faire l'effort d'intégrer les étrangers et surtout ceux venant d'Afrique.

Nouvel intervenant : Le voile est communautaire et pas religieux. Elle en veut pour preuve l'intervention de l'avocate prix Nobel de la paix, iranienne ne portant pas le voile.

Concernant les collègues absents au débat, elle dit : "On nous donne la parole, on ne la prend pas." Problème des gens qui ne s'engagent ni dans leur vie, ni dans leur travail.

Nouvel intervenant immédiatement interrompu par le président de séance qui lui demande de ne pas focaliser sur le voile.

Le voile est un signe d'oppression de la femme ce qui est bien différent avec les marques et/ou les signes.

Nouvel intervenant : Il revient sur son entrée dans la salle, où il est arrivé couvert. Il parle d'un jeu de rôle qui a permis d'entrer en communication avec sa voisine qui lui a dit : "Si tu te découvres, j'ôte mon chapeau."

Selon lui, la fraternité ne se construit que sur le dialogue et sur des actes.

Nouvel intervenant : Qu'importe ce que le débat deviendra, il faut parler. Il regrette que des enseignants aient refusé de participer, qu'ils aient rejeté les questions permettant de progresser ensemble et ainsi de mieux se connaître.

La première valeur c'est le droit d'avoir des idées différentes. Sur la première question, il faut arrêter la schizophrénie où l'école serait la solution ou la cause de tous les problèmes.

Les valeurs de la société sont malades et l'école est l'endroit où l'on transmet les valeurs de la société. L'école est en conflit avec la société (politiques, parents...). La compétition et la concurrence ne sont pas et ne doivent être les valeurs principales de l'école.

Les communautarismes se créent par défaut. Ceux qui sont à Arthur Rimbaud ne l'ont pas choisi. Il faut prendre garde à ne pas perdre la mixité sociale.

L'école n'est pas le seul lieu du savoir, elle doit accepter la télévision et donc il faudra apprendre aux jeunes à la regarder.

Nouvel intervenant : On demande à l'école de résoudre des problèmes que la société ne peut pas résoudre. De nos jours, la société est multiculturelle, pas seulement au plan physique, mais d'une manière globale. Il y a des règles à respecter.

Le foulard est une pratique culturelle. Enlever le foulard seulement à l'école ce n'est pas une vraie émancipation. La fille doit l'accepter et l'intégrer dans sa tête.

Nouvel intervenant : Evoque l'ouvrage Le Pacte Neuf qui est une sorte de traduction de l'Ancien Testament. Il rappelle que le texte est commun aux trois religions.

La lecture de Guermorin lui permet d'envisager au moins une piste de résolution : le monde est complexe et il faut se battre sans cesse contre la pensée unique. La Fraternité ne se construira que dans la complexité.

Nouvel intervenant : L'école républicaine ne doit pas négocier avec la religion qui n'a aucun fondement scientifique. En revanche l'expression culturelle doit être intégrée à l'école afin de se connaître mieux (référence à " Femmes en mouvement ").

L'éducation aux médias : il faut donner aux enseignants les moyens de travailler sur et avec ces outils.

Expression de la culture jeune : attention au copinage entre adultes et enfants : le respect doit exister.

Intervention des collègues refusant le débat : lecture d'un communiqué joint en annexe.

Nouvel intervenant : Chacun est conditionné par sa philosophie, sa culture, ses mœurs... L'école unique c'est fini. On n'est pas égaux. Que faire du " mauvais élève " qui ne rentre pas dans le moule. Il existe des absurdités au quotidien : cas des élèves relevant d'IME que l'on retrouve en 6^{ème} type. Il y a non assistance à personne en danger.

Nouvel intervenant : Liberté – égalité – fraternité, mais aussi laïcité, qui ne se négocie pas.

Les religions on les enseigne en histoire.

Culture jeune : opposition de la permanence de l'école et du provisoire de la mode. Comment se positionner pour l'égalité ? Faut-il revenir à l'uniforme ? à la blouse ?

La France est un Etat - Nation : l'héritage est vécu sans en avoir le choix (jours fériés historiques et judéo-chrétiens). L'héritage commun se greffe sur la culture. Or, on a un héritage commun mais aussi une culture propre.

Question d'un participant : que faire du 17 octobre 1961 ? faut-il ou non le célébrer ? Pas de réponse. La hiérarchie des événements dépend de sa propre culture.

Nouvel intervenant : tente de donner sa réponse à quelques questions. Dates historiques dépendent du pays. La religion est différente de la culture et concernant l'alimentation elle peut créer des communautarisme, dans la restauration scolaire par exemple.

Il faudrait peut-être supprimer la carte scolaire qui favorise la ghettoïsation des quartiers.

Nouvel intervenant : il vaut mieux créer des pôles d'excellence dans les quartiers " zonards " et les empêcher dans les autres quartiers.

Nouvel intervenant : la complexité vient des difficultés économiques, mais aussi des difficultés sociales.

Nouvel intervenant : la non mixité n'est pas un choix des habitants du quartier, elle vient de l'extérieur. Il faut créer un mélange social.

Nouvel intervenant : en conclusion l'uniforme permettrait-il aux élèves de mieux travailler ?

Question 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Il fut d'emblée indiqué que cette question 8 résonnait comme un aveu d'échec de la part de l'institution scolaire dans son ensemble. Sans donner de solutions miracles, le débat s'est engagé sur une intention : il *faut* réconcilier l'élève avec l'effort, l'engager dans une dynamique positive et lui montrer qu'il peut progresser à chaque fois. Il *faut* montrer aux élèves que " la dérive " ne paie pas. Le problème est que l'on est face à des élèves hyper-actifs et que celui qui est concentré a plus de chances de réussir dans notre système scolaire, l'égalité des chances étant donc faussée à la base. Face aux exigences des professeurs, certains élèves, par peur, par hantise, ne s'engagent même pas dans l'activité proposée. Ce blocage de l'élève le conduit à appréhender davantage la situation d'échec. En effet, on peut dire qu'il n'y a pas d'égalité ou d'inégalité entre les individus il n'y a que des différences. Suivent d'autres

constats : il *faut* régler le problème de l'absentéisme chronique de certains élèves, il *faut* régler le cas de quelques élèves qui perturbent le bon déroulement de la classe. Il y a également nécessité de rappeler aux élèves qu'ils n'ont pas que des droits mais aussi des devoirs et des obligations. Ces réflexions soulèvent le problème de la constitution des classes : doivent-elles être constituées sur la base de l'hétérogénéité ou de l'homogénéité des niveaux, des comportements ?

Le débat s'est ensuite orienté sur le problème de l'évaluation : évaluation par la note ou bien évaluation des compétences ? Les enseignants mettent un sens à leurs notes mais élèves et parents n'y accordent pas toujours le même sens, et donc intervient parfois un désaccord. Le livret de compétences peut apparaître comme un progrès par rapport à la note à condition d'être correctement utilisé et exploité. L'avantage est que grâce aux fiches de compétences (ou d'objectifs), l'élève sait ce qu'on va lui demander, et ceci dans un souci de transparence vis à vis de l'élève mais aussi des parents.

Malgré la sensibilisation dans les IUFM aux livrets de compétence (ou acquisition de compétences, ou grille de compétences), il est peu mis en place au collège, à part pour les SEGPA. La formation continue devrait permettre aux enseignants d'être davantage sensibilisés à cela. Les IPR ont sans doute aussi un rôle majeur à jouer afin de former les professeurs à la thématique des "acquisitions des élèves en terme de compétences", mais cela nécessite qu'ils dépassent leur seul rôle "d'évaluateur" ! Il ne faut pas nécessairement enlever le système de notes, qui peut favoriser une émulation entre les élèves, mais il y a besoin en amont d'un système de gestion des connaissances. Travailler sur les compétences doit faire apparaître une distinction entre la gestion des compétences et le *livret de compétences* utilisé en SEGPA, qui est un dispositif très lourd et nécessitant un travail fastidieux. L'informatique, avec des outils novateurs, devrait pouvoir régler en parti le problème du surcroît de travail que cela occasionne. Cela soulève la question des heures de concertation (seul moyen de permettre aux enseignants de travailler sur des grilles de compétences), heures de concertation qui devraient être rémunérées.

Pour venir en aide aux élèves en difficulté ont ensuite été évoqués les problèmes de re-médiation et d'aide aux élèves. A noter que le soutien scolaire est très souvent réclamé par les élèves eux-mêmes. Il faut souligner que ce sont des effectifs faibles en classe entière qui permettent avant tout de répondre aux besoins des élèves, et ce même dans des classes de niveau hétérogène. La re-médiation peut toucher tous les élèves, ceux en difficulté mais aussi ceux qui travaillent. Les élèves doivent sentir qu'ils sont au cœur de ce dispositif or ce n'est pas souvent le cas au collège. Cette re-médiation qui peut prendre la forme de tutorat ou bien d'aide aux élèves, semble être importante dans les quartiers où les parents ont eux-mêmes des difficultés d'ordre scolaire. Le problème est que si à l'entrée en sixième les élèves ne maîtrisent ni la lecture ni l'écriture, ces efforts ne servent à rien et devraient se reporter dès l'école primaire. La liaison entre le primaire et le secondaire ne semble pas s'opérer. L'interdisciplinarité, comme elle est mise en place actuellement dans les IDD, peut être un moyen de venir en aide aux élèves et notamment de les re-motiver. Mais la tradition de l'école actuelle s'oppose pour l'instant à cette solution.

Il a été remarqué que les projets pédagogiques interdisciplinaires "qui marchent" le mieux, (c'est à dire qui sont appréciés et motivant pour l'élève, où ce dernier travaille efficacement), sont ceux qui fonctionnent sur la base du volontariat des professeurs. A partir du moment où ils sont généralisés et imposés à l'ensemble des professeurs, c'est l'échec !

Le redoublement a été évoqué comme devant être vécu comme une seconde chance donnée à l'élève mais il ne doit pas être vécu comme une sanction. A l'opposé, c'est le non - redoublement qui est une sanction : redoublent les élèves dont les professeurs pensent qu'ils peuvent progresser. Le problème est que les parents ne comprennent pas cela parfois et peuvent s'opposer aux décisions d'orientation prises par la communauté éducative. La loi de 1989 donnant le droit aux parents de refuser un redoublement ou une orientation dans l'enseignement spécialisé est à remettre en cause car elle fait beaucoup de tort aux enfants. Cette possibilité d'appel devant des commissions pour les familles a bien souvent des conséquences négatives pour les élèves et dans l'intérêt des enfants, il serait plutôt souhaitable que les décisions s'imposent aux familles. Cela nécessiterait de se donner les moyens de pouvoir accueillir dans des établissements adaptés des élèves en grande difficulté plutôt que de les orienter dans des filières générales.

Enfin fut évoqué le problème de la motivation des enseignants. Il semble difficile de motiver les élèves si les professeurs ne le sont pas eux-mêmes. C'est d'ailleurs ce qui peut parfois (souvent) expliquer l'échec des heures de re-médiation. Tous les enseignants ne s'impliquent pas de la même manière dans leur travail, le dialogue au sein l'établissement entre professeurs est parfois difficile et déficient . Les besoins dans les collèges changent or les mentalités des enseignants évoluent peu, ils acceptent avec difficulté les changements de leurs missions. Le texte officiel de 1992 sur la mission des enseignants semble très peu pris en compte par les professeurs. L'introduction du mérite permettrait peut-être à chacun de se remettre en cause plus facilement et rapidement. La concertation obligatoire dans l'emploi du temps ou un changement complet de statut (35 heures hebdomadaires de présence au collège) pourraient peut-être faire évoluer les choses et améliorer l'efficacité du système éducatif. Il semble indispensable également de revoir les critères d'obtention des concours d'enseignement, trop portés sur les connaissances scientifiques (indispensables néanmoins) et pas assez sur le métier d'enseignant en tant que tel.

Débat National sur l'école Lycée Polyvalent de l'Authie, Doullens

Mercredi 10 et Samedi 13 décembre 2003

Trois questions ont été retenues :

1 – L'école doit-elle s'adapter à la diversité des élèves.

2 – Comment motiver et faire réussir efficacement les élèves.

3 – Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative, en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves.

Première question traitée : COMMENT L'ECOLE DOIT-ELLE S'ADAPTER A LA DIVERSITE DES ELEVES ?

Constat de tous les participants :

Ecole primaire = un débat

Collège = un débat

Lycée = un débat

Des questions certes identiques mais dans des lieux différents, une réelle difficulté apparaît donc pour débattre de façon cohérente entre les différents partenaires, représentants de l'école. Les débats ne peuvent prendre en compte tous les problèmes ou solutions apportés dans les différentes étapes de formation des élèves, quelquefois par méconnaissance.

1-Le collège unique

Constat :

- des élèves en échec se retrouvent en grande souffrance et peuvent perturber les classes.
- des élèves sont faibles dans certaines disciplines en début de scolarité au collège. Les carences vont s'accroître et devenir préjudiciables au lycée.

Nécessité : détection et placement dans des classes de remise à niveau, voire spécialisées.

Problème : lourde responsabilité, et donc vigilance, lors de la décision de placement. Il faut établir s'il s'agit de difficultés passagères, de carences nécessitant un suivi scolaire soutenu et individualisé (groupe de niveau) ou d'une incapacité réelle à suivre dans une structure scolaire 'classique' (classe spécialisée type SEGPA).

Idées, solutions

Classes avec un emploi du temps en parallèle et donc possibilité de faire des groupes de niveau par discipline. L'élève intègre le niveau adapté à son profil dans chaque matière.

Eviter de faire une classe dite de niveau où les élèves sont forts ou faibles pour toutes les disciplines.

Possibilité d'intégrer un groupe de niveau différent en cours d'année.

2- Développement des passerelles

Constat :

Deux types de passerelles :

- à l'obtention d'un diplôme (ex : B.E.P.), possibilité de passer en adaptation (ex : en première) : bilan très positif avec un taux d'intégration et de réussite important.
- en cas de difficultés dans une filière, possibilité de réorientation. Il est très difficile d'accepter une réorientation car cela est vécu comme un échec.

Idées, solutions

- Nécessité de faire comprendre très vite, avant que l'échec ne s'installe, de l'intérêt d'une réorientation : ce n'est certainement pas une perte de temps à long terme.
- Respecter le choix d'orientation des élèves.
- Ne pas prendre la moyenne trimestrielle comme seule référence. Ajouter une grille d'évaluation (sans note) sur des critères comme l'autonomie, la quantité de travail fourni, l'esprit de synthèse...

3- la seconde : redoublement et réorientation

constat : un taux de redoublement et de réorientation supérieur à la moyenne nationale n'est pas perçu comme un échec par les participants au débat. Un taux doit être lu en tenant compte des spécificités géographiques, sociales et donc locales d'un établissement. Il est préférable d'avoir un taux de doublement important que des passages en classe supérieure difficiles et qui nécessiteront une réorientation tardive et donc mal vécue (Cf. paragraphe précédent).

Idées, solutions

- Nécessité de développer les aides individualisées en secondes, en petits effectifs.
- Créer des classes d'adaptation, tampon : bac en 4 ans.
- Allègement des programmes : difficultés de définir les fondamentaux et d'exclure tout ce qui est nécessaire à l'ouverture d'esprit, la culture générale, la culture scientifique...
- L'enseignement en module se révèle très positif quand il est effectué avec des effectifs réduits.

Remarques sur le passage de droit de la première à la terminale. Le conseil de classe n'émet qu'un avis. Des élèves passent en terminale en étant conscients, car informés, des difficultés à venir et planifiant à l'avance un doublement et donc un échec au bac la première année. Malheureusement leur calcul est par avance faussé car leur première année de terminale est survolée. Les difficultés décelées en première sont amplifiées et le doublement en terminale est loin de garantir une réussite au bac.

Les participants pensent que le passage en commission d'appel lors du passage en terminale est une démarche indispensable. En effet, 'l'automatisme' ne génère pas de réflexion, de discussion, de prise de conscience suffisantes.

4- Série littéraire

Constat : problème de valorisation de cette filière.

- Des options sont abandonnées en seconde, quatrième, qui rendent inaccessible la série L par la suite.
- Manque d'informations sur le post bac et les métiers ne sont pas toujours identifiés.

Idées, solutions

- Informer très tôt sur les possibilités du bac L et éviter ainsi l'abandon d'options.
- Insister sur l'ouverture d'esprit, le goût des lettres qu'apporte l'enseignement des humanités (français, philosophie, langues ...).
- Permettre de suivre des options comme l'histoire de l'art.

5- Conclusions

Les participants sont persuadés que l'enseignement doit aider un élève à se construire. Les diplômes et les critères d'obtention actuels ne permettent pas une grande latitude à l'enseignant: le programme doit être terminé. La mise en place des I.D.D., des T.P.E. et des P.P.C.P. ont permis de valoriser des élèves par ailleurs en difficulté: ils peuvent mieux s'exprimer, l'enseignant peut favoriser les échanges.

De toutes les discussions, il apparaît qu'il est indispensable de permettre, d'aménager tout au long de la scolarité des temps d'écoute (orientation, difficultés...) avec un interlocuteur privilégié, un enseignant référent.

L'École doit permettre à l'élève de se révéler et pas forcément en rédigeant une copie impeccable. Il peut lui arriver d'évoluer, de se tromper dans ses choix: l'école doit pouvoir l'accompagner.

L'École doit mettre en valeur tout ce qui fait qu'un élève grandit, qu'il va devenir un Homme, un citoyen.

Seconde question traitée : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves

Constats :

- Les élèves ne sont plus motivés car ils n'ont pas de projet professionnel (le plus souvent à cause d'un manque d'ambition.) Les élèves ne voient pas la finalité de leur études (peut-être par manque d'information sur les parcours à suivre pour un métier envisagé.) L'assemblée est unanime pour dire que l'école est le reflet d'une société consumériste et individualiste.

- Les élèves ne sont motivés que si il y a une récompense sous forme d'examen au bout. On s'aperçoit que les élèves travaillent davantage en classe de terminale (BEP-BAC) : l'examen semble être la phase majeure du travail personnel et motivé.

- Beaucoup trop d'élèves semblent être démotivés parce qu'ils sont victimes du "passage systématique en classe supérieure" même lorsque l'équipe pédagogique ne valide pas celui-ci. Trop de commissions donnent satisfaction à la décision de la famille à l'encontre de celle des praticiens.

- Le rythme scolaire journalier semble être aussi une cause d'un manque de travail efficace. Les créneaux 8h-9h et 13h-14h sont des créneaux les plus lourds à gérer. Le constat est unanime, même si toutes les personnes ont conscience que l'on ne peut pas adapter les emplois du temps au rythme biologique humain.

- La mise en place des TPE et PPCP a pour volonté de donner un sens à l'école en établissant des liaisons entre les disciplines et de favoriser l'autonomie des jeunes. Les TPE au lycée général et technologique semblent bien fonctionner mais les professeurs du lycée professionnel semblent beaucoup plus réservés envers les PPCP. L'absence de notes au PPCP pour l'examen conduit les élèves à un manque de motivation pour ce type d'enseignement.

- Certains collègues du lycée général et technologique expriment le regret de ne pas voir leurs programmes plus adaptés aux situations de la vie courante comme au lycée professionnel. Mais d'un autre côté, on peut craindre aussi la disparition de concept abstrait qui dévaluerait l'excellence.

- Les élèves ont aussi exposés leur crainte sur l'avenir après le BAC. Un manque d'information sur l'orientation serait à l'origine de cette situation. Il est apparu un besoin d'un suivi individualisé par l'orientation.

Propositions :

- L'élève doit être de plus en plus actif en classe : il doit être acteur de ses études et de son projet personnel.
- Afin d'établir un projet scolaire et/ou professionnel, il serait intéressant d'informer les élèves, le plus tôt possible dans la scolarité sur les différents parcours pour les éclairer sur une éventuelle formation par un métier envisagé.
- Le redoublement pourrait devenir obligatoire lorsque l'équipe pédagogique l'exigerait, par exemple en cas d'absence longue de l'élève et n'ayant pas rattraper son retard. Aucune commission d'appel ne devrait s'opposer à cette proposition : ceci mettant un frein au passage systématique en classe supérieure de l'élève.
- Il serait intéressant d'établir des examens ou des validations d'acquis en fin de cycle de scolarité (6^e, 4^e, 2^e). Ceci pourrait susciter un enjeu pour l'élève, une motivation supplémentaire qui fournirait plus de travail par conséquent.
- Les réunions de promotion pourraient être encouragées pour favoriser un échange entre les anciens élèves et les futurs bacheliers.

Troisième question traitée : Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative, en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves

RELATIONS PARENTS COMMUNAUTE EDUCATIVE :

Comment intégrer le maximum de parents à la vie du lycée?

Constats :

- On note un certain désintéressement de la part des parents : il y a peu de participation aux réunions parents professeurs, aux élections du C.A. et du conseil de classe.
- Il est probable que le niveau d'études de certains parents (inférieur au BAC) soit un frein pour leur venue à ces réunions.
- Les élèves montrent peu d'enthousiasme à côtoyer leurs parents dans le lycée.
- Les parents ne sont pas toujours libres professionnellement aux dates de convocations.

Idées, solutions :

- Un statut des parents pourrait être instauré afin de pouvoir se libérer plus facilement dans l'entreprise.
- Il faudrait donc trouver de nouvelles incitations pour mieux les intégrer à la vie scolaire de leur enfant.
(exemples : Organiser une pré-rentrée pour les parents

Les associer aux activités du lycée : journées culturelles, sorties...
Faire intervenir le délégué " parents " dans les réunions parents-professeurs)

RELATIONS PROFESSEURS ELEVES

Constats :

- Les élèves ont de plus en plus de difficultés à se repérer dans la société.
- Le respect de la hiérarchie, des consignes, des “ devoirs ”.... n’a plus beaucoup de significations à leurs yeux

Idées, solutions :

- Il faudrait établir un contrat personnalisé sur la base du Règlement Intérieur.
- Un tutorat doit être mis en place afin d’établir une aide personnalisée (un enseignant serait responsable d’un groupe réduit d’élèves) :

Cela :

aiderait l’élève à mieux bâtir son projet professionnel,
favoriserait la relation avec les parents
faciliterait le suivi scolaire, ainsi que les stages

Trois priorités dégagées du débat

1 - L’école doit s’adapter en mettant en place un système diversifié d’évaluations qui prendra, particulièrement en compte, la personnalité de chacun des élèves pour mieux l’aider à se construire.

2 - L’élève doit être acteur de ses apprentissages au travers de méthodes actives et il doit être mieux accompagné dans son projet personnel (par exemple par un suivi individualisé).

3 - Il faut personnaliser les relations dans la trilogie “ PARENTS – ELEVES – PROFESSEURS ” pour que l’élève et les savoirs restent au centre du système éducatif.

=====